



# La Commune



## Assez de " journées d'action " !

Enseignement

Depuis le début de l'année 2008, ce sont des centaines de milliers d'enseignants, lycéens et parents d'élèves, qui ont manifesté leur colère face à une avalanche de "réformes" mettant ouvertement en danger le système de l'Education nationale. La mobilisation croissante des enseignants et de la jeunesse se heurte aux " journées d'action " qui laissent le champ libre à Xavier Darcos pour mettre en oeuvre les " réformes " de Sarkozy.

Tous les niveaux de l'enseignement sont donc touchés, de l'école maternelle au lycée. Le projet des nouveaux programmes du primaire a provoqué une levée de boucliers chez les professeurs des écoles ; alors même que les enfants "perdent" deux heures de cours par semaine, le ministère multiplie les livrets de compétences, réduit les réseaux d'aide avec des enseignants spécialisés ainsi les enfants en difficulté le seront encore davantage ... Le Ministère souhaite aussi mettre en place dans toutes les écoles un fichier national centralisé appelé "Base élèves": en plus de l'identification classique de l'enfant les directeurs d'école (et/ou les mairies ) pourront indiquer des éléments sur son cursus scolaire, sur sa vie familiale, sur ses parents ... bref, des données d'ordre privé qui seraient accessibles à d'autres services que celui de l'école. Cela s'appelle du "fichage" dénoncé par les syndicats et parents d'élèves ... Dans le secondaire, il y a une même volonté de simplifier les programmes, les filières, de réduire les possibilités d'options, dans un contexte de réduction drastique du nombre d'enseignants et de la remise en cause de leur statut avec des charges de travail supplémentaires.

### Lycéens et enseignants mobilisés

Les deux "journées d'action" des 15 et 18 mai ont été globalement suivies, dépassant même les prévisions des syndicats de l'Education. La mobilisation locale a été très importante dans de nombreux départements : pétitions, réunions avec les parents, délégations, manifestations, interpellations des élus, blocages d'établissements ... mettant en lumière la capacité de mobilisation des personnels en contradiction avec la politique des directions syndicales qui s'opposent à tout mouvement d'ensemble. Ce qui laisse tout loisir au gouvernement de durcir le ton face aux manifestants : des lycées ont été "débloqués" à coups de flash ball; des lycéens ont été mis en garde à vue sur la base des seules accusations policières. Au cours des manifestations parisiennes le déploiement policier a été particulièrement impressionnant ; le 15 mai ce sont plusieurs rangées de CRS qui ouvraient la cortège, et le 18 mai ils obligeaient les manifestants quittant le cortège à retirer leurs autocollants de leurs vêtements !!

### Rien ne doit bouger

Au soir du 15 mai Sarkozy est intervenu pour une nouvelle fois évoquer la nécessité du service minimum pour accueillir les enfants dans les écoles, en précisant qu'un texte de loi serait prochainement élaboré concernant le droit de grève des enseignants qui devront prévenir de leur "absence" au moins 48 heures avant. Quant à son ministre Darcos, il maintient ses orientations sur le statut des enseignants et la réforme des lycées et propose un plan de travail pour le 10 juillet, base de discussion avec les syndicats. Le 2 juin le Président de la République en remet une couche pour confirmer la réforme des lycées avec un nouveau bac en 2012, la disparition des IUFM...

### Journées d'inaction

Face à ce qui, aux yeux de la masse des enseignants et de la jeunesse, apparaît comme une provocation, le syndicat majoritaire, la Fédération Syndicale Unitaire appelle à plusieurs " journées nationales d'action " les 16, 17 et 26 juin (sans perturber le bac) et se joint à la grève du 10 juin avec l'ensemble des fonctionnaires. Quatre journées d'action dont chacun connaît à l'avance l'inefficacité : retenues de salaire en perspective et aucune revendication satisfaite. La perspective du bac dans les lycées aurait pu susciter une mobilisation susceptible de déstabiliser le gouvernement. Pas question, s'exclame, comme en 2003, Aschieri, secrétaire général de la FSU. Sarkozy-Darcos sont pour l'instant rassurés, l'été s'approche à grand pas et rien, ni personne ne semble vouloir leur gêner les jours qui viennent. A moins que le barrage des journées d'inaction dressé par les responsables syndicaux saute sous la poussée des enseignants.

Modifié le mardi 10 juin 2008

## Voir aussi dans la catégorie France

La formation professionnelle en miettes - Première partie

Dossier du mois La loi El Khomri a mis en route le « Compte Personnel d'Activité » (CPA). Un « compte » qui aurait pu aussi bien s'appeler « Compte de Précarité Assurée », sous couvert... >>

---

### Vers un Manifeste de La Commune

Comme l'avait déjà annoncé Marx, le capitalisme condamne des masses considérables d'êtres humains « mourir de faim dans un monde d'abondance ». Comme l'avait annoncé Jaurès : «... »

---

### Urgence - Hôpital

Les hôpitaux sont la proie des prédateurs au pouvoir. S'appuyant sur des lois, des décrets, des réformes de rationnement et de rentabilisation de la santé, au nom de « la maîtrise des... »

---

### Comment Macron et Collomb traquent les réfugiés

Une Europe qui refuse d'accueillir les réfugiés. En France, malgré les discours démagogiques de Macron les réfugiés demeurent aux yeux de tous ces politiciens le fardeau qu'ils veulent... »

---

### Contre Mélenchon

Contribution de Daniel Petri. Ci-dessous le sommaire et la préface. Vous pouvez retrouver l'intégralité de contribution en PDF joint. (Voir partie II) >>

---

### La violence policière « en marche »

L'état d'urgence, reconduit à plusieurs reprises depuis deux ans, a jeté une lumière crue sur la violence policière de l'État. Les « bavures » sont nombreuses, de plus en plus graves,... >>

---